



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. limitée
6 novembre 2021
Français
Original : anglais

**Organe subsidiaire de conseil scientifique
et technologique**
Cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session
Glasgow, 31 octobre-6 novembre 2021

Point 5 de l'ordre du jour

**Rapports du Comité exécutif du Mécanisme
international de Varsovie relatif aux pertes
et préjudices liés aux incidences des changements
climatique (2020 et 2021)**

Organe subsidiaire de mise en œuvre
Cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session
Glasgow, 31 octobre-6 novembre 2021

Point 10 de l'ordre du jour

**Rapports du Comité exécutif du Mécanisme
international de Varsovie relatif aux pertes
et préjudices liés aux incidences des changements
climatique (2020 et 2021)**

Rapports du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatique (2020 et 2021)

Projet de conclusions proposé par les Présidents

Recommandation de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, à leur cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session, ayant examiné les rapports du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux changements climatiques pour 2020 et 2021, ont recommandé le projet de décision ci-après pour examen et adoption par l'organe ou les organes compétents :

Projet de décision¹

Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques

*Le nom de l'organe ou des organes directeurs qui adopteront la présente décision
sera indiqué ici ultérieurement²,*

¹ Pour examen et adoption par l'organe ou les organes compétents à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Glasgow.

² Une fois connues les conclusions des consultations informelles de la Présidence sur le point 7 de l'ordre du jour de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties et du point 7 de l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris. Rien, dans le présent document, ne préjuge des vues des Parties ni des résultats de l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques.



Rappelant la décision 2/CP.19, par laquelle a été établi le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, notamment aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux phénomènes qui se manifestent lentement, dans les pays en développement particulièrement exposés aux effets néfastes de ces changements,

Rappelant également les décisions 3/CP.18, 2/CP.19, 2/CP.20, 1/CP.21, 2/CP.21, 3/CP.22, 4/CP.22, 5/CP.23, 10/CP.24, 2/CP.25 et 2/CMA.2,

Conscient(e) des dispositions pertinentes des décisions 18/CMA.1 et 19/CMA.1,

Rappelant l'article 8 de l'Accord de Paris,

Rappelant également la décision 2/CMA.2, mentionnée dans la décision 2/CP.25, dans laquelle il est recommandé que le prochain examen du Mécanisme international de Varsovie ait lieu en 2024 et que le Mécanisme fasse ensuite l'objet d'un examen tous les cinq ans,

Appréciant à leur juste valeur les efforts déployés par les présidences des vingt-cinquième et vingt-sixième sessions de la Conférence des Parties entre lesdites sessions concernant le réseau de Santiago,

Constatant qu'il est toujours plus urgent de redoubler d'efforts pour prévenir les pertes et les préjudices, les réduire au minimum et y remédier, compte tenu de réchauffement ininterrompu de la planète et de ses répercussions importantes sur les populations vulnérables et les écosystèmes dont elles dépendent, comme en témoignent les conclusions des rapports scientifiques les plus récents, notamment la contribution du Groupe de travail I au sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat,

1. *Se félicite* des rapports du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux effets des changements climatiques portant sur 2020³ et de 2021⁴, en particulier les recommandations qui y figurent ;

2. *Se félicite également* des progrès que continuent de réaliser le Comité exécutif en ce qui concerne l'exécution de son plan de travail quinquennal glissant et ses groupes d'experts dans la mise en œuvre de leurs plans d'action, y compris pour donner suite aux résultats pertinents de l'examen 2019 du Mécanisme international de Varsovie, malgré les défis extraordinaires dus à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 ;

3. *Se félicite en outre* :

a) De l'adoption, par le Comité exécutif, des plans d'action de ses groupes d'experts chargés des pertes autres qu'économiques, des phénomènes qui se manifestent lentement, et de l'action et du soutien, ainsi que des progrès soutenus réalisés en ce qui concerne l'exécution des plans d'action de l'Équipe spéciale chargée de la question des déplacements de population et du groupe d'experts techniques de la gestion globale des risques ;

b) De la décision du Comité exécutif de mettre à jour son plan de travail quinquennal glissant en 2022 ;

c) Des contributions reçues par le Comité permanent du financement au sujet du projet de lignes directrices concernant les entités fonctionnelles du Mécanisme financier ;

d) Des progrès réalisés par le Comité exécutif, en application de la décision 19/CMA.1, concernant l'élaboration de sa contribution au volet évaluation technique du bilan mondial ;

4. *Encourage* le Comité exécutif à :

a) Inclure dans sa contribution mentionnée au paragraphe 3 d) ci-dessus, dans la mesure du possible, des informations sur les difficultés, les possibilités, les meilleures pratiques et les enseignements à tirer concernant l'exécution des fonctions du Mécanisme

³ FCCC/SB/2020/3.

⁴ FCCC/SB/2021/4 et Add.1 et 2.

international de Varsovie, ainsi que sur les activités et les produits ayant trait aux considérations relatives aux pertes et préjudices dans le cadre du bilan mondial, notamment compte tenu des paragraphes 6 b) ii) et 36 e) de la décision 19/CMA.1 ;

b) Envisager d'inscrire à l'ordre du jour de ses réunions ordinaires un point permanent sur la manière dont les données scientifiques sur le climat les plus récentes peuvent étayer l'élaboration des politiques ;

5. *Remercie* :

a) Les organisations et les autres parties prenantes qui ont contribué à la réussite des travaux entrepris, ainsi que les organes constitués qui ont collaboré avec le Comité exécutif et ses groupes d'experts en 2020 et 2021 ;

b) Les organisations qui ont communiqué des informations en application du paragraphe 44 de la décision 2/CMA.2 ;

6. *Invite* les organisations, les organismes, les réseaux et les experts à inclure les éléments suivants dans leurs rapports sur l'assistance technique fournie aux pays en développement⁵, afin d'étayer les informations qui figurent dans les rapports du Comité exécutif :

a) Le type d'assistance technique fournie ;

b) Les pays en développement auxquels une assistance technique a été fournie et les dates y relatives ;

c) Les parties prenantes ayant participé et collaboré à l'échelle locale, infranationale, nationale, régionale et internationale, selon le cas ;

d) Les défis auxquels ils ont été confrontés lorsqu'ils ont fourni cette assistance technique ;

e) Les moyens par lesquels les pays peuvent accéder à l'assistance technique disponible.

7. *Encourage*, compte tenu de la diversité des thèmes abordés dans les secteurs d'activité stratégiques⁶ du Comité exécutif, un large éventail d'organisations, d'organismes, de réseaux et d'experts de toutes les régions, travaillant à l'échelle locale, infranationale, nationale, régionale et internationale, y compris ceux des pays en développement et ceux qui sont représentés au sein des groupes d'experts du Comité exécutif, à participer aux activités du réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, tout en évitant les doublons ;

8. *Constate* que les entités visées au paragraphe 7 ci-dessus, en particulier celles qui sont basées dans des pays en développement, sont susceptibles d'avoir besoin d'un soutien, notamment financier, pour fournir une assistance technique ;

9. *Décide* que les fonctions du réseau de Santiago sont celles qui sont énoncées aux alinéas a) à d) ci-après et que toute fonction supplémentaire doit être examinée plus avant par les organes subsidiaires à leur cinquante-sixième session (juin 2022) afin qu'ils recommandent un projet de décision sur les arrangements institutionnels relatifs au réseau de Santiago, mentionnés au paragraphe 10 ci-après, pour examen et adoption par l'organe directeur à sa prochaine session ou par les organes directeurs à leurs prochaines sessions⁷ (novembre 2022) :

⁵ En application du paragraphe 44 de la décision 2/CMA.2.

⁶ Tels qu'ils figurent à l'annexe du document FCCC/SB/2017/1/Add.1.

⁷ Une fois connues les conclusions des consultations informelles sur le point 7 de l'ordre du jour de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties et sur le point 7 de l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris. Rien, dans le présent document, ne préjuge des vues des Parties ni des résultats de l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie.

a) Contribuer à l'exécution effective des fonctions⁸ du Mécanisme international de Varsovie, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la décision 2/CP.19 et de l'article 8 de l'Accord de Paris, en catalysant l'assistance technique des organisations, des organismes, des réseaux et des experts ;

b) Faciliter et catalyser la collaboration, la coordination, la cohérence et les synergies afin que les organisations, les organismes, les réseaux et les experts agissent plus rapidement, dans l'ensemble des communautés de pratique, et qu'ils fournissent une assistance technique efficace et efficiente aux pays en développement ;

c) Faciliter l'élaboration de connaissances et d'informations sur les moyens de prévenir les pertes et préjudices, de les réduire au minimum et d'y remédier, y compris les approches globales de gestion des risques, à l'échelle régionale, nationale et locale, et faciliter l'accès à ces connaissances et informations ainsi que leur transmission et leur diffusion ;

d) Faciliter, en catalysant l'assistance technique, la détermination des mesures à prendre et l'accès aux sources d'appui (financement, technologie et renforcement des capacités) relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris et permettant de prévenir les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, de les réduire au minimum et d'y remédier ;

10. *Décide également* de poursuivre l'élaboration des arrangements institutionnels relatifs au réseau de Santiago :

a) En invitant les Parties et les organisations concernées à communiquer, par le biais du portail des communications⁹ et le 15 mars 2022 au plus tard, leurs vues sur les éléments suivants du réseau de Santiago :

i) Mode de fonctionnement ;

ii) Structure ;

iii) Rôle du Comité exécutif et de ses groupes d'experts, de son équipe spéciale et de son groupe d'experts techniques ;

iv) Rôle des points de contact pour les pertes et préjudices et des autres parties prenantes à l'échelle infranationale, nationale et régionale ;

v) Éléments susceptibles d'être intégrés dans le mandat d'un éventuel organe chargé de l'organisation ou de la coordination qui pourrait fournir des services de secrétariat en vue de faciliter les travaux réalisés dans le cadre du réseau de Santiago ;

b) En priant le secrétariat d'organiser, avant la cinquante-sixième session des organes subsidiaires, un atelier technique¹⁰ placé sous la direction des présidents de ces organes, auquel contribuerait le Comité exécutif et auquel participeraient les Parties et des organisations, organismes, réseaux et experts compétents, dans l'objectif d'étudier dans les détails les communications mentionnées à l'alinéa a) du présent paragraphe ;

c) En priant l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'examiner, à leur cinquante-sixième session, les communications mentionnées à l'alinéa a) du présent paragraphe ainsi que les conclusions des débats qui se seront tenus lors de l'atelier technique mentionné à l'alinéa b) ci-dessus, en vue de formuler des recommandations pour examen et adoption par l'organe directeur à sa prochaine session ou par les organes directeurs à leur prochaine session ;

11. *Prie* le secrétariat de continuer à fournir un appui aux pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques qui pourraient chercher à bénéficier ou souhaitent bénéficier de l'assistance technique disponible auprès des organisations, organismes, réseaux et experts dans le cadre du réseau de Santiago, sous

⁸ Décision 2/CP.10, par. 5.

⁹ <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

¹⁰ L'atelier se tiendra de manière hybride (en présentiel et sous forme virtuelle), afin d'encourager une large participation.

réserve des résultats de l'examen des questions relatives au réseau par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre ;

12. Compte tenu de la nécessité d'intensifier de toute urgence l'action à engager et l'appui à fournir, notamment en matière de financement, de technologie et de renforcement des capacités, pour la mise en œuvre d'approches pertinentes¹¹ visant à prévenir les pertes et les préjudices, à les réduire au minimum et à y remédier dans les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique, *encourage* le Comité exécutif, sur la base de sa recommandation, à :

a) Poursuivre, en l'intensifiant, le dialogue qu'il a engagé avec le Comité permanent du financement, y compris en lui apportant des contributions lorsque celui-ci fournit des informations et formule des recommandations et des projets de directives concernant les entités fonctionnelles du Mécanisme financier au titre de la Convention et de l'Accord de Paris, selon qu'il convient ;

b) Commencer ou continuer à appliquer des mesures permettant de renforcer, selon qu'il convient, la collaboration avec les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, ou trouver des moyens de le faire, afin d'étayer les travaux du Comité exécutif et de son groupe d'experts de l'action et de l'appui ;

13. *Paragraphe réservé, dans l'attente des conclusions de l'examen des questions relatives à la gouvernance du Mécanisme international de Varsovie ;*

14. *Prend note* du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat devrait exécuter en application de la présente décision ;

15. *Demande* que les mesures que le secrétariat est invité à prendre dans la présente décision soient engagées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

¹¹ Approches pertinentes, entre autres, pour les phénomènes à évolution lente, les pertes autres qu'économiques et la mobilité des personnes.